

Deux vitesses : la récesscroissance ou la pauvrichesse

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **30 (1993)**

Heft 1124

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1011531>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La récesscroissance ou la pauvrichesse

Comme les animaux de la ferme d'Orwell, certains sont plus égaux que d'autres face à la crise...

(y) La grande difficulté de la prévision conjoncturelle, ce n'est pas de prophétiser le retournement, mais de prédire le moment où il se produira. Cela tient du pari impossible, et tout l'art des instituts spécialisés ne leur épargne pas l'erreur: voir le CREA (cf. page 2, «Questions aux prévisionnistes»), contraint de réviser le calendrier de l'embellie conjoncturelle, dont il vient de prévoir la survenance dans le courant de l'été — avec plus de vraisemblance que l'année dernière semble-t-il. Les agents économiques, dotés de leur seule intuition, ne font-ils finalement pas mieux que les modèles de simulation les plus sophistiqués ?

Réputés bien informés, les chefs d'entreprises ont eux aussi, malgré leur position d'insiders, la propension à prolonger purement et simplement les tendances observées; au début de cette année, alors que plusieurs signes, à commencer par la baisse des taux d'intérêts, auraient dû les inciter à l'opti-

misme, seuls quelques patrons parmi les 2500 interrogés par l'UBS osaient s'attendre à un retournement de la conjoncture.

Consommateurs intuitifs

Quant aux consommateurs, ils se montrent à peine plus perspicaces, mais plus nuancés. Toujours en janvier dernier, selon l'enquête trimestrielle auprès d'environ 1100 ménages, qui permet d'évaluer le «climat de consommation» dans notre pays, les personnes interrogées appréciaient assez bien la situation: d'une part, elles prévoyaient une insécurité persistante des places de travail et voulaient donc encore accroître leur effort d'épargne; d'autre part elles se déclaraient moins réticentes à l'idée d'effectuer prochainement des achats importants (mobilier, gros appareils électroménagers, récepteur TV, etc), exprimant ainsi leur confiance, en leur avenir personnel tout au moins.

Nettement plus marquée dans le der-

nier indice du climat de consommation, l'attitude apparemment contradictoire des consommateurs reflète sans doute une réalité de plus en plus double: la crise est bien là, mais pas pour tout le monde. La pauvreté, qu'on ne dit déjà plus nouvelle, se développe en même temps que certaines affaires de luxe et le tourisme longue distance. Les uns se trouvent marginalisés par manque de ressources, les autres surconsomment et voyagent comme avant. La société à deux vitesses, que personne ne veut, s'instaure, inéluctable, à la faveur de la crise.

Dans les années septante, on avait inventé le terme de stagflation pour désigner la combinaison diabolique de la stagnation des activités économiques et de l'inflation des prix. Aujourd'hui, nous nous trouvons en situation de sous-emploi étendu, de récession caractérisée et donc de renchérissement ralenti — ce dernier induisant en principe une augmentation des achats, en particulier chez ceux qui n'ont jamais perdu le pouvoir d'en faire. Ceux qui, à l'instar des Américains, adorent former des mots-valises par simple coupe syllabique, vont bientôt nous fabriquer un mot pour cela: la «récesscroissance» ou la «pauvrichesse» par exemple, néologismes euphémiques pour désigner la triste réalité de la société à deux vitesses. ■

France 4, le rapport gain/population sera supérieur pour la Suisse (1/6) à celui de la France (4/55). Toutes les économies ne sont pas malades simultanément, preuve en soit que malgré la morosité de l'Europe, du Japon et des Etats-Unis (ce qui fait beaucoup), le commerce mondial a crû de 3,8% en 1992. Il y a donc possibilité d'accrocher son wagon aux trains qui roulent.

Ce préjugé favorable à la Suisse pose les questions suivantes:

– L'adaptabilité de l'économie suisse (services et exportations) à la diversité mondiale est-elle une réputation toujours méritée ?

– A cette universalité de nos relations s'oppose l'affirmation de notre étroite dépendance de l'économie allemande. Quelles sont donc les proportions de la rigidité et de la souplesse ?

– L'extension du commerce mondial est-elle compatible avec les chasses gardées, protégées de l'économie indigène ?

Rebondir

Une crise est perçue, généralement, comme un moment pénible, mais qui passe: après la courbe descendante du graphique, le redressement. Les économistes maîtrisent bien l'analyse des secousses de la reprise, semblables à celles d'un embrayage. Par exemple la reprise des investissements précède d'une année presque la régression du chômage; la baisse du loyer de l'argent et son effet stimulant sur le marché intérieur peuvent être contredits par des prélèvements fiscaux supplémentaires qui restreignent les revenus disponibles.

En revanche les effets d'une crise durable, s'étalant sur trois ans ou plus, sont difficiles à décrire. En effet, si la crise est courte (1975-1976, 1981-1982), plusieurs mesures conservatoires sont efficaces. Les entreprises et certains particuliers peuvent tenir en puisant dans leurs réserves, en jouant sur la part d'élasticité de leurs dépenses. Les ban-

ques peuvent prolonger leurs crédits, dans l'idée que la reprise, imminente, permettra à nouveau le respect des échéances.

Le recours au chômage technique repose sur la même philosophie. Il faut tenir le temps d'essuyer la tempête. Les pertes ne sont dans ce cas de figure que celles des excès spéculatifs, des placements aventureux, des développements non consolidés.

La crise brève serait un assainissement, une correction de cours. Mais au-delà de deux ans se développent des modifications structurelles: les réserves peuvent être épuisées, la patience des créanciers ne repose plus sur l'espoir d'un retournement.

La question: à partir de quelle durée, une crise cesse-t-elle d'être un changement de rythme de la croissance, une pause ou un correctif ? Quand apparaissent des lésions plus profondes, voire des séquelles permanentes ? ■